



**Cultures & Conflits**  
Articles inédits

---

## Sangatte : Qui sont les étrangers en transit ?

André Vanderlynden

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/1066>

ISSN : 1777-5345

### Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

### Référence électronique

André Vanderlynden, « Sangatte : Qui sont les étrangers en transit ? », *Cultures & Conflits* [En ligne], Articles inédits, mis en ligne le 24 janvier 2003, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/1066>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Creative Commons License

---

# Sangatte : Qui sont les étrangers en transit ?

André Vanderlynden

---

*Monsieur, Vous venez de publier un ouvrage sur le Centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire de Sangatte <sup>1</sup>.*

Votre livre remet en cause beaucoup d'idées reçues communément partagées en France.

Pire, à vous lire, on s'aperçoit que des hommes et des femmes font des voyages insensés et arrivent un jour dans ce centre à l'insu des autochtones ; nous croyons savoir et forts de notre ignorance, nous ne les avons pas vu, nous ne les voyons pas.

Avant de vous poser quelques questions, je tiens à vous remercier de nous avoir permis de recouvrer la vue et d'apporter au monde un morceau de connaissance de leur expérience.

**André Vanderlynden**

*Comment avez vous été conduit à entreprendre cette analyse sur le camp de Sangatte ?*

**Smaïn Laacher**

« En juillet 2001, les personnes accueillies au centre de Sangatte, principalement les Kurdes et les Afghans, avaient demandé au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) de venir les rencontrer pour envisager ensemble une solution à leur situation. C'est lors d'une conversation entre Michel Derr, l'actuel directeur du centre de Sangatte, et le HCR que mon nom a été évoqué. J'avais terminé cette même année pour le compte du Ministère de l'emploi et de la solidarité une importante étude sur les « sans papiers » qui avaient été régularisés dans le cadre de la « circulaire Chevènement » de 1997 <sup>2</sup>. C'était la première fois qu'en France une étude de cette ampleur était demandée par l'Etat et confiée à des chercheurs. Michel Derr qui a une formation de sociologue voulait réaliser une étude sur les caractéristiques sociologiques des populations qu'il accueillait. Nous nous sommes rencontrés, et il m'a confié cette recherche. »

**André Vanderlynden**

*Dans vos travaux précédents, avez-vous été conduits à étudier le dossier des migrations de populations et les politiques nationales qui organisent leur accueil ?*

**Smaïn Laacher**

« Mes premiers travaux sur l'immigration en France ont porté sur l'institution scolaire et les classes populaires. Dans les classes populaires, j'inclus bien évidemment les populations immigrées. Depuis quelques années, je travaille sur l'Etat, l'asile, les déplacements de population dans l'espace de l'Union Européenne, et les étrangers sans droits. Je rappellerais juste pour mémoire ce que j'entends par immigration et immigrés. L'immigration est un processus historique qui lie dans un rapport de domination des sociétés et des nations entre elles. Autrement dit, la question de l'immigration est d'abord et avant tout l'histoire des relations de domination symbolique et matérielle entre des systèmes sociaux dont le pouvoir d'action sur eux-mêmes et sur le Monde va, pour être rapide mais sans verser dans la caricature, d'un pouvoir politique et juridique sans aucune efficience, pour ne pas dire nul (sauf quand il s'agit de répression et de massacre de leur propre population), au pouvoir hyper puissant, comme par exemple celui des Etats-Unis. Cette domination, faut il le rappeler, est quasiment complète puisqu'elle s'exerce dans tous les champs de production et de reproduction de la société : politique, économique, culturel, intellectuel, juridique, scientifique, etc.

Etre immigré ou être un immigré, c'est une manière d'être dans le monde des autres, une sorte de condition ontologique. Le monde des autres, celui auquel on n'appartient pas naturellement, que l'on n'habite pas sur le mode du cela va soi, a pour effet de rappeler constamment, avec plus ou moins de violence symbolique, les conditions dans lesquelles indissociablement un autre ordre national et social vous a « fabriqué ». Rarement les deux pôles, l'ordre ancien que l'on a quitté mais qui restera à tout jamais incorporé et fera de vous ce que vous êtes, à vos yeux et aux yeux des autres : un non naturel ; et l'ordre nouveau, qui vous accueille en pensant que la seule manière de régler cette anomalie historique (aller vivre ailleurs que chez soi) devra se conclure par une naturalisation (la fin d'une certaine histoire) ; ces deux pôles disais-je donc, sont rarement tenus et pensés ensembles. Derrière cette idée fondamentale que toute présence initialement étrangère à la nation qui dure ou est appelé à durer doit nécessairement se clore par une naturalisation, il y a la croyance que le principe de nativité et le principe de souveraineté sont liés pour l'éternité dans le « corps du sujet souverain », pour parler comme Giorgio Agamben. C'est bien cela d'ailleurs qui est fondement de l'Etat-nation. D'ailleurs, je rappelle que l'étymologie de nation (natio) signifie « naissance ». Ainsi naître dans une nation, c'est être comme naturellement le national de celle-ci. Non seulement, au moins depuis la fin de l'Ancien régime et la Déclaration de l'homme et du citoyen, il n'y a pas d'écart ou d'opposition entre natio (la naissance) et nation (l'espace plein de la souveraineté) parce qu'ils se confondent, mais en naissant au bon endroit (dans sa nation) la reconnaissance et l'attribution des droits et les protections qui leur sont attachés ne sont possibles que si l'homme (un homme parmi les hommes, le pur homme en soi comme dirait Agamben) présuppose le citoyen.

Si mes travaux et mes recherches portent aujourd'hui sur les déplacements de populations et en particulier sur la figure de l'Etranger sans droit (avec toutes ses variantes : le demandeur d'asile, le « sans-papier », le clandestin », etc.), c'est parce que je crois que cette figure devient une figure centrale, à la fois politique et esthétique, dans le processus de redéfinition de liens entre naissance et nation, entre homme et citoyen, etc., et du même coup permet de penser une crise majeure : celle de la souveraineté ; en particulier dans les Etats-nations, relativement peu nombreux, qui ont une haute idée, en pratique et en théorie, de leur pouvoir de souveraineté. Ce sont quelques millions de

« résidents » étrangers sans droit (définis sous le vocable d'immigration clandestine) qui vivent dans l'espace de l'Union européenne et qui ne peuvent pas ou ne veulent pas être naturalisés et qu'on ne peut pas reconduire dans leur pays d'origine. Bref, nous avons là, en masse, des nationaux sans Etats (Afghans, Irakiens, Soudanais, etc.) vivant dans des nations qui les transforment en apatride de fait, c'est-à-dire des immigrés de partout et de nulle part. »

**André Vanderlynden**

*Pouvez-vous rappeler brièvement l'histoire du camp de Sangatte ?*

**Smaïn Laacher**

« Je voudrais si vous me le permettez m'arrêter tout d'abord sur cette notion de « camp ». Je ne voudrais pas avoir l'air d'un puriste ou d'un fétichiste des mots et des définitions mais il me semble qu'on parle toujours trop vite quand l'analyse se retire au profit de l'indignation. Le mot « camp » dans ce contexte a pour fonction sans aucun doute non pas de produire une intelligibilité de l'espace ainsi qualifié mais de frapper les esprits et de rendre la chose (si je puis dire) encore plus insupportable. Le centre d'accueil de Sangatte n'est pas un « camp ». Disons rapidement qu'un camp est une structure juridico-politique dont la vocation est, à côté des espaces sociaux ordinaires ou de l'espace public, d'instaurer et de permettre la reproduction de l'état d'exception. Cela signifie que tout peut arriver (le viol, la mort, la torture, etc.) en toute impunité. Ceux qui entrent dans un camp entrent dans un lieu où les normes et la morale de la vie ordinaire sont suspendues : dans un camp, tout est possible et aucune aide extérieure n'est possible et même envisageable. Agamben a parfaitement raison de dire que le camp est une « zone d'indistinction entre extérieur et intérieur, exception et règle, licite et illicite », mais là où je suis moins convaincu, c'est quand il étend indistinctement cette configuration à d'autres univers comme par exemple certaines « banlieues » des grandes villes « post-industrielles ». Probablement que s'il devait se prononcer sur le centre de Sangatte, il le qualifierait de camp. Mais à mon sens, ce n'est pas un camp précisément parce que l'intérieur et l'extérieur sont ici non seulement nettement séparés (dedans, on reprend des forces ; à l'extérieur, c'est l'aventure du passage au port de Calais ou sur le site eurotunnel ; l'accès et la sortie du dispositif ne sont nullement contraignants, etc. Même si aujourd'hui ce n'est plus tout à fait vrai), mais de plus ce centre n'est pas un lieu où tout est possible de la part des salariés et des responsables du Centre. Et j'irais même jusqu'à dire que l'extérieur (les journalistes, les associations, dans une certaine mesure le droit, etc.), détermine en partie le gouvernement intérieur des populations accueillies dans ce Centre. Il importe de rajouter un dernier aspect qui a toute son importance : ce Centre est géré par la Croix Rouge sur des fonds d'Etat. La notion d'aide humanitaire, aussi imparfaite soit-elle, n'est pas sans effet sur les perceptions et les pratiques ; plus largement sur les relations avec les populations étrangères qui sont accueillies dans ce lieu.

Pour répondre rapidement à votre question sur l'histoire du centre de Sangatte, il s'agissait, à l'origine, de faire face à une situation d'urgence à l'égard des réfugiés fuyant la guerre au Kosovo. Depuis, d'autres ont pris leur place, en provenance d'autres régions du monde : d'Irak, d'Afghanistan, d'Iran, des Balkans et d'Afrique, etc. Ouvert en septembre 1999, initialement pour deux cent à trois cent personnes, le Centre accueille depuis plusieurs mois plus de mille cinq cent personnes certains jours avec un taux de renouvellement hebdomadaire qui atteint un tiers de l'effectif. On y accède dans

l'intention d'y rester le moins longtemps possible. Cet espace est perçu et vécu comme un lieu de transit par les personnes étrangères accueillies dans le centre de Sangatte. »

### **André Vanderlynden**

*En introduction à votre livre, vous abordez l'importance des mots utilisés quand on parle de Sangatte. Pensez-vous que cela influence la vision et le regard que nous avons de ce centre ?*

### **Smaïn Laacher**

« Sans aucun doute. L'immigration ou le statut de l'étranger est l'un des domaines où l'on peut énoncer à peu près n'importe quoi, c'est-à-dire une chose et son contraire en une phrase, en toute impunité scientifique. Là plus qu'ailleurs, les mots se valent tous. Ainsi, on peut dans le même texte ou dans le même discours indigné ou demi savant, passer du mot « camp » à « centre de Sangatte » ou de « réfugié » à « clandestin » sans jamais se demander à quoi peuvent correspondre ces mots à la fois dans l'histoire (leur généalogie, etc.), dans la réalité sociale et du point de vue de ceux qui les mobilisent à telle ou telle fin scientifique ou politique. On ignore trop souvent les effets de théorie que peuvent produire les mots à l'insu même de ceux qui les prononcent. Des mots comme « immigrés », « clandestins », « persécutions », « réfugiés », etc., ne sont pas seulement les mots du langage ordinaire, ce sont aussi et avant tout des catégories d'Etat au travers desquelles l'Etat pense et définit les autres (les nationaux et les non nationaux ; ou tous ceux qui ne sont pas naturellement nationaux), les classe en ayant droits ou sans droits ; les inclue ou les exclue de la protection, les intègre ou les écarte de la citoyenneté, etc. Mais, dans le même mouvement, c'est aussi à travers ces catégories qu'il se pense et se définit lui-même ; on pourrait ajouter au travers desquelles il réaffirme sa puissance symbolique ou son monopole de la violence légitime : l'Etat, en particulier vis-à-vis des étrangers, est le seul dépositaire du pouvoir souverain. Il serait très intéressant de ce point de vue d'analyser les différences structurales entre les sans-papiers » et les personnes qui sont accueillies à Sangatte à partir de la contribution fondamentale de l'Etat dans leur constitution respective, en problème politique digne d'intérêt pour les uns (les sans-papiers) ; et en problème humanitaire, pour les autres (les étrangers de Sangatte), nécessitant tout au plus de la pitié, c'est-à-dire, une tristesse à distance au sens d'Hannah Arendt. »

**André Vanderlynden** *Le centre de Sangatte a vu passer plusieurs milliers d'exilés et personne, hormis le personnel de la Croix Rouge qui a la charge de la gestion de ce centre, n'a perçu ne serait-ce qu'une trace de leur vie, de leur passage ; ils sont, contrairement aux bâtiments qui les abritent, invisibles<sup>3</sup>.*

*Ils n'ont pas de visage, ils sont des corps animés sans vie, innommables. Comment expliquez vous cette situation ? Si elle n'est pas exceptionnelle, quels sont, selon vous, les enseignements que nous pouvons tirer de cette situation sur notre regard de l'Autre dans notre civilisation ?*

### **Smaïn Laacher**

« La seconde partie de votre question est difficile. Elle dépasse très largement mon domaine de compétence. Je ne sais pas qui est l' « Autre dans notre civilisation ». Je le subodore. Mais pour un sociologue, ce que certains appellent l'Autre devient pour lui des groupes, des individus, des familles, des conditionnements sociaux, des institutions, des dispositifs de contrôle et de sanction, des espaces physiques avec leurs contraintes sociales et économiques, des luttes de définition, des identités construites, des luttes de distinctions et d'appartenances, etc. Autant de choses qui vont se loger au coeur du « sujet ». Quelles que soient leurs affinités théoriques, les sociologues ont comme matériau premier et dernier un espace social dans lequel se distribuent des groupes

sociaux et des individus et cette configuration est toujours le produit de luttes historiques. En courant le risque d'avoir l'air de produire un plaidoyer pour la discipline, j'ajouterais que les sociologues ont raison de rappeler, chacun à leur manière, que les groupes et les agents (ou pour d'autres les acteurs) s'engagent dans la transformation du monde ou de sa conservation en fonction de leur position sociale dans cet espace et aussi des schèmes de perception au travers desquels ils appréhendent cet espace. Ça a l'air un peu abstrait, et en outre, cela n'aura échappé à personne, l'argumentaire est certes marqué sur le plan théorique, mais je pense que cette posture intellectuelle et scientifique des sociologues doit être rappelée contre les trop nombreuses postures inspirées et vaguement philosophiques qui ont cours dans les thèmes qui nous intéressent ici.

Je reviens à la première partie de votre question qui portait sur l'invisibilité des personnes accueillies à Sangatte : on voit la structure mais pas le « sujet » ; plutôt des masses (ou dans un langage plus marin : des flots, des flux, des vagues, etc.) mais pas de visage singulier ou d'histoire personnelle. Dans ce Centre arrivent des êtres sans identités. Ils sont dépourvus d'identité officielle, contrairement aux sans-papiers qui en ont une. Ces sans noms ne possèdent pas officiellement de coordonnées civiles ou les taisent, pas seulement pour des raisons évidentes de sécurité ; mais aussi parce que la puissance publique ne leur demande rien ou plus exactement ne leur impose pas de décliner qui ils sont et ce qu'ils veulent. Au moins jusqu'à ce mois de d'octobre 2002. Ce qui aurait nécessité que les interlocuteurs se reconnaissent de fait et s'estiment réciproquement dignes d'échanges et de confiance en vue de rechercher des solutions dans l'intérêt de tous.

Mais si l'Etat n'a pas jugé impératif de les enregistrer et donc de les contrôler administrativement, c'est pour deux raisons fondamentales : d'une part, parce qu'ils sont perçus et considérés comme des victimes (des êtres sans origine, sans nom, sans nationalité avérée, sans parole et sans porte-parole, etc.) n'ayant pour seule identité qu'une identité de victime, et que leur cas ne relève pas du politique mais de l'aide humanitaire ; d'autre part, l'Etat ne s'inquiète et n'est inquiet que par des populations qui montrent seulement des velléités d'installation sur son territoire ; il se montre très réticent, pour ne pas dire plus, que lorsqu'on l'oblige à redéfinir, en sa défaveur (en tout cas, c'est ainsi qu'il peut le percevoir), le droit de résidence au détriment du droit de séjour : ce qui se traduirait par un « Maintenant que j'y suis, j'y reste ». Et l'Etat de répondre : « De quel droit ? Qui vous a autorisé à entrer chez moi, dans ma nation, sans autorisation ? ». Mais avec les personnes qui sont accueillies à Sangatte, nous ne sommes pas dans ce cas de figure puisque un très grand nombre d'entre eux disent vouloir aller en Angleterre. La France ne le intéresse pas ». On voit bien, pour des raisons différentes, qu'il y a là une sorte de dénominateur commun ou d'attente partagée : c'est l'indifférence réciproque : « du moment qu'ils partent » disent les uns ; du moment qu'ils nous laissent passer » disent les autres. Dans cette perspective, la gestion humanitaire de populations en transit est ici un moindre mal. L'Etat peut même s'enorgueillir de ne pas être indifférent devant la souffrance. Ce qui d'ailleurs n'est pas tout à fait faux. On est, pour le coup et de façon quasi expérimentale, dans une situation très originale d'une gestion collective des flux au sens strict. L'Etat et les réseaux de passeurs ont contribué, chacun à leur manière mais de façon tout à fait complémentaire, à rendre possible et à reproduire cette activité très lucrative. Je ne dis pas que l'Etat s'est enrichi sur ces populations, je dis simplement que l'attitude de l'Etat pendant plus de deux ans consistant à regarder ces

populations passer et prendre des risques, a permis un trafic d'êtres humains absolument ignoble. Car ce trafic s'accompagne presque toujours d'exploitation, de violence et d'humiliation. »

#### **André Vanderlynden**

*D'après l'enquête que vous avez menée à l'intérieur du centre, près de 90% des exilés en transit sont originaires d'Iraq et d'Afghanistan, près de 95% si on inclut l'Iran avec une majorité d'hommes jeunes ; leur départ est souvent une décision collective de leur famille. Pouvez-vous nous préciser les raisons qui les ont poussés à entreprendre cette migration ?*

#### **Smaïn Laacher**

« La réponse, contrairement à toutes les apparences, n'est pas simple. Spontanément, on pourrait dire qu'ils ont quitté leurs pays pour des raisons « politiques », « économiques » ou « culturelles ». Autant de raisons supposées être aisément identifiables qui semblent s'inscrire dans des catégories juridiques elles-mêmes relativement identifiables : étudiant, salariés et statut de réfugié. Or, quand on se donne la peine de regarder d'un peu plus près, on s'aperçoit sans trop de peine que les raisons du départ de son pays ne peuvent pas être ramenées à une seule raison (fut-elle légitime) et que dans la réalité, c'est toujours un faisceau de raisons inextricablement liées entre elles qui pousse plus ou moins vite à partir. On est bien plutôt en présence d'un système complexe dans lequel chaque raison identifiée comme telle est liée à toutes les autres et agit et interagit en permanence avec toutes les autres. C'est bien souvent (et non pas systématiquement) indécidable : prenons le cas d'une femme, membre ou non d'une minorité, même pas personnellement persécutée mais simplement femme dans une société qui organise et codifie consensuellement l'inexistence sociale (la mort symbolique) et la mort physique des femmes parce qu'elles sont des femmes, qui quitte son pays et sa famille pour demander l'asile dans un pays riche pour échapper à l'enfermement et à la mort au moindre faux pas, ou simplement faire l'expérience de l'autonomie sociale par le travail et les études : est-elle une « migrante économique » ou une demandeuse d'asile légitime ?

A ce propos, je voudrais juste faire une petite parenthèse. Les femmes violées, battues, exploitées ou assassinées le sont par des hommes qui violent, qui frappent, qui exploitent et qui assassinent. Le plus souvent en toute impunité. Le sens de cette violence est à rechercher dans la relation de pouvoir sans limite que les uns exercent sur les autres. De mon point de vue, elles ont des " craintes personnelles " (selon la formule consacrée) parce qu'elles ont peur des hommes qui les persécutent et ces craintes sont tout aussi recevables que les autres critères de la Convention de Genève. En aucun cas, la responsabilité de cette violence ne relève d'actes isolés ou seulement privés d'individus pris isolément ; je veux dire que ce pouvoir masculin sans limite est inscrit dans les structures sociales et fonde symboliquement l'ordre du monde et des rapports de domination (violente) des hommes sur les femmes. C'est cela qui me fait dire que cette domination et cette violence excluante est de bout en bout politique et de surcroît légitimée officiellement par toutes les institutions, en premier par l'Etat. Je referme la parenthèse.

Bref, les conditions de possibilité du départ sont elles-mêmes profondément liées à l'état des ressources (matérielles et symboliques) disponibles et possiblement mobilisables et qui, ne l'oublions jamais, sont très inégalement distribuées (en quantité et en qualité) dans l'espace des candidats à l'aventure migratoire. Pour toutes les personnes qui constituent notre population (et plus généralement pour tous ceux qui parviennent au centre de Sangatte), le contexte général est le même : ils viennent de pays en guerre, ou

qui connaissent dans certaine partie de leur territoire des guerres civiles qui ne disent pas leur nom, et dont on peut dire que l'insécurité militaire, sociale et économique, la négation des droits, et l'imposition (souvent avec violence) des modèles culturels et religieux dominants, est une réalité structurelle permanente. Et il importe de préciser que les différents éléments constitutifs de cette insécurité générale sont objectivement et subjectivement indissociables. Tous les propos renvoient, d'une manière ou d'une autre, à ce constat qui est en même temps une dénonciation d'une situation devenue intolérable. Mais il serait erroné d'envisager l'exercice de la violence d'Etat ou des groupes non étatiques comme un phénomène à chaque fois localisé et conjoncturel. La violence et l'arbitraire structurent l'ensemble des champs sociaux : l'économie, la politique, la culture et le droit. Quand tous ceux qui ont été accueillis au centre de Sangatte disent qu'ils « veulent tout simplement vivre dans un pays où il y a de la sécurité » et que « quand il n'y a pas de sécurité, il n'y a pas d'avenir », cela signifie concrètement qu'ils ont épuisé la certitude et l'espoir d'être aidé ou de recevoir de l'aide de la part de leur société et de leurs autorités. Quelle que soit la nature de l'aide attendue ou normalement escomptée, dès lors qu'il y a vie en société et relations sociales : respect des personnes, reconnaissance symbolique, liberté d'opinions, droit au travail, libre choix de son lieu de résidence, liberté de déplacement, etc. Le départ signe quelque chose d'infiniment plus important que le manque de travail ou même la dégradation économique des conditions d'existence ; il prend acte de la dépossession de ce nous appellerons avec Jean Améry « la confiance dans le monde ».

#### **André Vanderlynden**

*Votre livre insiste sur le niveau de formation et de qualification des personnes accueillies au centre, sur le niveau social dont bon nombre sont issus. Vous évoquez aussi « un mode de sélection sociale des ces populations ».*

Pouvez-vous nous préciser quels mécanismes déterminent la sélection des migrants et quels phénomènes entrent en résonance, ici et là-bas, qui déterminent un itinéraire ?

#### **Smaïn Laacher**

« C'est quand j'ai évoqué, mais seulement évoqué, dans ce livre la question difficile des « passeurs » que je me suis aperçu que ce n'était pas sans lien structural avec une forme de sélection sociale des candidats qui souhaitaient se rendre clandestinement dans l'espace de la Communauté européenne. Et ici, j'emploie le mot clandestin à dessein sans guillemet car pour les personnes accueillies au centre de Sangatte, les conditions légales de voyage et de circulation n'existent pas. La clandestinité est ici le seul moyen d'arriver à bon port, si je puis dire. Ainsi, un mode efficace de sélection sociale de ces populations dans le pays d'origine réside dans la convergence d'un double mécanisme : celui, d'une part, d'un effort constant des pouvoirs d'Etat de verrouiller les frontières aux « clandestins » et celui, d'autre part, du travail non moins constant des organisations de « passeurs » à faire payer au prix fort des voyages devenant de plus en plus aléatoires et risqués. C'est cette configuration inédite et qui tend à se généraliser qui m'autorise à penser qu'il existe comme une sorte de complicité objective (mais dénuée de toute idée de complot ou de manigances secrètes) entre les Etats nationaux de la Communauté européenne qui sont aux avant-postes de la lutte contre l'immigration clandestine » et les entreprises de passage illégal dans la montée des prix du voyage et partant, dans la difficulté croissante pour les prétendants à accéder à ce bien rare ou ce bien premier qu'est la possibilité de vivre en sécurité dans un pays de qualité. Mais, bien évidemment, tout cela reste à être réfléchi de façon plus rigoureuse et surtout à être étayé



empiriquement. Ce dernier aspect n'est pas la moindre difficulté. C'est ce que je compte faire (entre autres) dans l'enquête sur les flux migratoires et les déplacements de populations dans l'espace de l'Union Européenne qui vient de démarrer pour le compte du projet EQUAL/Fond social européen. Cette enquête durera 3 ans. »

### **André Vanderlynden**

*Nous avons régulièrement droit, de la part du monde politique et subséquemment des médias, aux diverses déclinaisons de la notion « d'appel d'air ».*

Pour vous, est-ce que la « destination possible » que serait Sangatte incite de nouveaux candidats à l'émigration ou les raisons des migrations se trouvent-elles ailleurs ?

### **Smaïn Laacher**

« La notion d'appel d'air est une notion que personne n'est capable de fonder statistiquement. Et ici c'est la chose la plus importante. L'appel d'air suggère explicitement des flux de populations non maîtrisés et dont la trajectoire est unidirectionnelle. En fait, au principe de la notion de l'appel d'air, il y a une double croyance.

La première croyance repose sur la certitude qu'il suffit de laisser se créer une occasion structurale (l'existence d'un centre d'accueil, d'une règle de droit qui serait généreuse », d'une frontière mal « fermée », etc.) pour les « inciter » à venir chez nous toujours plus nombreux ; les « premiers » arrivés informant ceux qui attendent la belle aubaine. Avant les années 70, c'est-à-dire avant l'arrêt de l'immigration de travail, le contrôle des frontières n'avait rien avoir avec ce qui se passe et se pratique aujourd'hui ; les gens venaient, partaient, restaient ou « disparaissaient » juridiquement par la naturalisation. De la Seconde guerre mondiale jusqu'à la moitié des années 70, la majorité des étrangers qui entraient en France entraient sans contrat de travail et sans convention de main-d'oeuvre. Ils entraient (souvent dans les camions des patrons) en situation irrégulière et presque toujours et normalement, on les régularisait après coup. Ace que je sache, jene dévoile pas là un secret d'Etat. Qui était offusqué ? Qui parlait d'invasion ? Qui faisait de la petite théorie à courte portée sur l'appel d'air ? Personne.

La seconde croyance repose sur une sorte d'imaginaire statistique débridé : il y en a tellement trop qui arrivent ou qui veulent venir que bientôt on ne saura plus où on est ni qui on est (ce discours n'est pas seulement de droite). N'entrons pas dans des controverses statistiques qui seraient ici de peu d'intérêt. Disons simplement et raisonnablement que les populations en mouvements (migrants, réfugiés et personnes déplacées) représentent entre 130 et 170 millions de personnes. C'est beaucoup trop mais ça ne représente que 2 à 2,5% de la population mondiale. Ce n'est donc pas la moitié de la population du globe qui ne cesse de lorgner sur les pays capitalistes développés mais une minorité de cette population mondiale qui cherche refuge ou un confort minimum dans un pays susceptibles de le leur offrir. Par ailleurs, on sait qu'un réfugié sur deux provient de six pays seulement : Somalie, Bosnie-Herzégovine, Soudan, Irak, Burundi et Afghanistan. Et un réfugié sur trois vit en Iran et au Pakistan.

On sait aujourd'hui que les vagues d'immigrations à travers le monde, quantitativement, sont beaucoup moins importantes que les flux migratoires lors de la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle lors de la conquête du « Nouveau monde » et de l'expansion coloniale. Il y a actuellement une extraordinaire diversifications des trajectoires, des modes de déplacements, mais surtout l'espace des causes produisant ces flux et ces trajectoires s'est complexifié : les guerres civiles, les conflits régionaux, les pouvoirs dictatoriaux, les famines et les catastrophes « naturelles » séparément ou se conjuguant, successivement

ou alternativement, obligent les gens à partir, à aller provisoirement ailleurs. Dans un premier temps, jamais trop loin de chez soi, c'est-à-dire dans des pays frontaliers et qui ressemblent un peu au sien : autoritaire et sous-développé. Et, les conflits militaires et les catastrophes naturelles s'éternisant, le retour chez soi se faisant chaque jour de plus en plus improbable, alors la seule solution est d'aller voir ailleurs si les conditions ne sont pas meilleures. Ailleurs, pouvant être bien entendu les pays riches.

### **André Vanderlynden**

*Quelle connaissance du droit dans les pays d'accueil les migrants ont-ils avant leur départ ?*

#### **Smaïn Laacher**

« Connaissez vous personnellement le droit d'asile indien ? Non. N'allons pas plus loin : connaissez vous le droit des étrangers et le droit d'asile d'un pays comme le Luxembourg ? Ou le Portugal ? Et bien, c'est exactement la même chose pour eux. Ce sont des questions qui ne se posent pas pour l'écrasante majorité des gens qui partent de leurs pays à cause de circonstances indépendantes de leur volonté. Ils cherchent d'abord un refuge sûr, puis en fonction de circonstances locales et nationales et de leur histoire biographique, ils demandent (ou non) l'asile. Ceux qui partent savent deux choses avec certitude, probablement les seules : rien n'est plus possible dans le monde que l'on veut quitter ; avec le départ, tout est possible. Dans ce possible est inclus l'hospitalité dans un pays susceptible de la donner. On le sait sur un mode pratique, parce qu'on sait que d'autres avant soi (connus et inconnus) ont fait l'expérience de l'exil, du refuge et de l'asile. Et que cette expérience est universelle parce que constitutive de la condition humaine. »

### **André Vanderlynden**

*Comment l'idée de l'Angleterre comme pays de destination s'est elle forgée dans l'esprit des migrants ?*

#### **Smaïn Laacher**

« Ce fut pendant longtemps une question journalistique ou de journalistes à laquelle les interviewés répondaient exactement ce qu'il fallait répondre. « Pourquoi voulez-vous aller en Angleterre ? » leur demande t-on. « Parce que c'est mieux en Angleterre » disent-ils. Et d'ajouter pour faire plus vrai, plus convaincant : « là-bas, il y a du travail ». Et pour montrer qu'on sait faire des différences majeures, on ajoute en fin connaisseurs : « là-bas au moins, il n'y a pas de contrôle ». Je ne crois pas une seconde à ce genre de topo hyper construit. Sauf pour tous ceux qui ont de très bonnes raisons d'aller dans ce pays, c'est-à-dire des raisons majeures liées à l'histoire familiale et aux impératifs de remboursement du voyage. C'est une minorité. Pour les autres, c'est plus compliqué.

Dans notre enquête, nous avons mentionné qu'une des caractéristiques démographiques de cette population était son jeune âge : 25 ans en moyenne. Mais cette moyenne est trompeuse. En fait, il existe une différence sensible entre l'âge des Irakiens et celui des Afghans. Au moment de notre étude, les premiers avaient en moyenne un peu plus de 27 ans, et les seconds 22 ans. Cela signifie, dans les circonstances qui sont les leurs (circonstances fondées sur la contrainte et l'incertitude), que l'autonomie de la volonté, la capacité d'anticipation, de prévision et d'action des Afghans, dans les principales phases de l'aventure migratoire (départ, voyage et arrivée) sont beaucoup plus réduites que celles des Irakiens quand elles ne sont tout simplement pas réduites à néant. C'est sans aucun doute le cas pour un grand nombre de jeunes Afghans et bien entendu de nombreux mineurs qui ont été accueillis dans le centre de Sangatte.

C'est parmi ces populations que la logique de la remise de soi à la communauté d'origine mais aussi aux « passeurs » est la plus manifeste et la plus complète. A défaut d'avoir une claire conscience des enjeux liés à l'exil, ils découvriront celui-ci en chemin. Pour eux, plus que pour les autres, c'est en marchant et en marche que se construit le chemin. Pour eux, leurs déplacements et leurs destinations sont gouvernés par d'autres, la famille, les « passeurs » et la communauté d'origine. « Part et fait pour le mieux pour nous tous, là où c'est possible », cette consigne est en vérité un impératif catégorique redoutable ; c'est une charge lourde pour les frêles épaules et l'inexpérience de beaucoup. Dans ces conditions, ils iront, sans consignes précises, là où on les portera, c'est-à-dire presque systématiquement auprès de leur groupe en exil auprès de qui on les déposera. Pour un grand nombre, ils trouveront à ce moment là, et seulement à ce moment là, de nouveau par nécessité, une famille et de la famille dans un pays de « destination finale ». Autrement dit, c'est là, en particulier dans le centre de Sangatte, qu'ils apprendront que pour tous, tous les chemins mènent en Angleterre. »

#### **André Vanderlynden**

*Vous montrez que les conditions d'accueil sont différentes en France et en Angleterre. Ces différences sont elles déterminantes dans le choix du pays de destination définitive ?*

#### **Smaïn Laacher**

« Elles ne sont pas déterminantes a priori mais a posteriori. Cela veut dire quoi ? Et bien, c'est quand on peut être en mesure de comparer entre ici à Sangatte par soi même et là-bas à Dovers par quelqu'un d'autre qui a réussi à « passer », que l'on peut se faire une idée, et je précise et j'insiste, partielle et partiale, des conditions d'asile en France et en Angleterre. Leur perception est réduite et leur jugement très approximatif (« En Angleterre, je pourrai demander l'asile »). Cette demande est comme en France souvent jugée « manifestement infondée », selon la terminologie administrative. De même leur conviction est quelque peu élémentaire (« En Angleterre, il n'y a pas de contrôle d'identité »). Sans entrer dans une explication technique et fastidieuse des procédures d'asile en France et en Angleterre, on peut dire rapidement que statistiquement, ces deux pays refusent presque autant l'un comme l'autre les demandes d'asile : environ 80% de refus. Ce qui n'est pas rien. Je ne vois pas où est la générosité anglaise sur ce point précis. Là où en revanche il existe une véritable différence, c'est dans la prise en charge des demandeurs d'asile ; en Angleterre, on trouve indigne de laisser sans abri des demandeurs d'asile en cours de procédure. Ce qui n'est pas le cas de la France où l'hébergement est un problème national dramatique. »

#### **André Vanderlynden**

*Le ministre de l'intérieur a finalement décidé la fermeture du centre de Sangatte en mars 2003. Quelles conséquences peut-on attendre de cette décision pour les migrants présents et les nouveaux arrivants ?*

#### **Smaïn Laacher**

« Tout d'abord sur la fermeture de Sangatte, nous avons fait plusieurs propositions. Mais celle que nous jugions fondamentale pour tous (habitants, élus locaux, associations, etc.) est la suivante et elle vaut encore pour aujourd'hui : il ne faut fermer Sangatte que lorsque les causes de son ouverture auront été à la fois maîtrisées et disparues. Autrement dit, la fermeture de Sangatte ne doit pas de nouveau exposer des personnes et des familles au froid, à la faim, à la maladie et à l'errance. L'espace public doit rester un espace commun et non devenir un espace constitué d'espaces d'exceptions ; ou de petits camps ou de campements, faute de mieux, ici et là. D'ores et déjà, les « nouveaux

arrivants », celles et ceux qui ne peuvent plus accéder au centre de Sangatte, constituent un problème politique et d'ordre public. Quand à ceux qui sont dans le Centre, de mon point de vue, il est trop tôt pour se prononcer sur leur avenir juridique ; attendons encore quelques semaines. Mais en gros, les personnes seront très probablement réparties entre retour volontaire, demande d'asile, regroupement familial en particulier pour les femmes et les mineurs qui ont un époux ou un parent en Angleterre ou ailleurs dans un pays de l'UE, reconduite forcée dans le pays d'origine ou retour à la « clandestinité » ».

#### **André Vanderlynden**

*Les Etats occidentaux préparent une nouvelle guerre en Irak. Après les vingt ans de guerre en Afghanistan, guerre aux enjeux géostratégiques, un nouvel afflux de réfugiés irakiens risque de se produire. N'y a t il pas une contradiction entre les responsabilités des états occidentaux dans ces guerres et la fermeture de nos frontières aux réfugiés qu'elles provoquent ?*

#### **Smaïn Laacher**

« Vous avez tout à fait raison. J'ajouterais même que cette attitude est parfaitement irresponsable. Elle est cynique, cela ne fait l'ombre d'aucun doute, mais en plus elle est catastrophique à court, à moyen et à long terme, car elle s'inscrit dans une perspective de rentabilité immédiate. L'enjeu n'est nullement le droit, la paix ou l'allègement des innombrables souffrances des peuples de la région ; même pas la recherche de relations entre Etats dont l'asymétrie objective serait rationnellement justifiable (un Etat fort et riche à plus de responsabilités et de devoirs sur le plan international qu'un Etat faible et dépourvu, etc.). Les Etats se comportent ici comme les entreprises : leur stratégie et leur vision sont commandées par la recherche du profit à court terme et par la construction non de mécanismes de maintien de la paix civile mais d'espaces de sécurité permettant d'accumuler du capital et de la puissance politique en toute tranquillité ; c'est-à-dire au moindre coût. C'est ce souci, et seulement lui, qui commande tous les choix.

Quand aux conséquences de cette guerre, si elle a lieu, sur les mouvements de populations et l'afflux de nouveaux réfugiés en Europe, il est beaucoup trop tôt pour se prononcer. Tout simplement parce que dans ce domaine, nous sommes en présence de situations qui produisent toujours des effets différés. Une chose est sûre : des gens par centaines, voire par milliers, fuiront leur pays qui tardera à se reconstruire. Mais cet aspect est en réalité le dernier souci des Etats qui interviendront en Irak. C'est d'ailleurs dans ce type d'épreuves qui sont autant de moment de vérité que l'on s'aperçoit, quasiment de manière expérimentale, que nos gouvernants sont dramatiquement dénués de vision à long terme et même de vision tout court. Comme si la seule manière de faire de la politique et de construire du politique, c'était de fermer, de verrouiller, de punir, de refouler, de réduire, de purifier, d'exclure, etc. Je ne dis pas du tout qu'une société doit rayer de ses structures sociales et mentales tout dispositif de contraintes et de sanctions. C'est proprement impensable et socialement impossible. Sauf à désirer vivre dans un régime de terreur. Protéger, c'est exclure. Je pense que cette logique n'est pas toujours infondée dès lors qu'elle s'appuie sur le droit à protéger les plus faibles.

Mais à propos de la question qui nous occupe ici, celle de la fermeture de nos frontières après avoir contribué indirectement mais consciemment à « provoquer » les gens à affluer vers elles, probablement que nous sommes en présence d'une problématique qui à mes yeux fonde explicitement l'idéologie nationaliste d'un monde commun fermé. Il existe bien l'idée d'un partage des valeurs, mais en pratique et trop souvent, c'est un refus nationaliste d'accorder le droit d'agir en concert avec les autres, de devenir un être singulier et un citoyen, avant d'être un membre de telle ou telle communauté ; d'avoir

des droits pour avoir le droit de vivre dans une république (au sens d'espace d'un monde commun possible et non de structure identificatoire) dans laquelle on serait jugé en fonction de ses actes et de ses opinions. Cette perspective pouvant parfaitement être compatible avec le droit d'appartenir, comme dirait Hannah Arendt, " à une certaine catégorie de communauté organisée " (association, parti politique, etc.). Cette impossibilité structurale et mentale qui habite tous nos gestes ordinaires ou extraordinaires, à oublier tout ce qui oppose et différencie le national du non-national, à penser ce système de relations comme un arbitraire historique, à s'en déprendre ou à s'en désimprégner, quels que soient d'ailleurs les rapports que l'on entretient avec l'immigration et les immigrés (de sympathie ou d'antipathie), tient en grande partie au fait que l'immigration est, par définition, la seule population qui met en jeu une tension, celle entre le droit de visite et le droit de résidence, constitutive de l'activité de l'Etat en matière de gestion des populations étrangères. Cette tension, est-il nécessaire de le rappeler, constitue dans une même dialectique l'identité du national et du non-national ; ce qui les définit et les gouverne dans leurs rapports réciproques et à eux-mêmes. »

#### **André Vanderlynden**

*Quel « possible » politique doit-il être exploré par les militants des droits de l'homme, les militants de la justice ? Quelles actions d'information doivent-elles être entreprises pour cultiver l'espoir de la voie du progrès plutôt que celle de la répression et de la fermeture des frontières ?*

#### **Smaïn Laacher**

« Vous posez là deux questions immenses. Je ne peux vous faire que des réponses très générales. Et dans le cadre d'un entretien et de ses contraintes, ces réponses ont toutes les chances de paraître peu construites. Mais j'accepte le jeu. Peut-être que le travail le plus difficile à faire, dans un premier temps, est de lutter contre la dépolitisation du politique, ou en d'autres termes, comment donner à nouveau toute sa valeur à l'action et à la pensée politique ? Avec une difficulté supplémentaire : la restauration de la politique ne pouvant plus se limiter dans le cadre des frontières nationales.

Les luttes internationales contre la « mondialisation » capitaliste en sont une très intéressante illustration. Mais cela ne va pas sans difficulté. Nous sommes tellement habitués à réfléchir nationalement ; à lutter et à rechercher des alliances dans nos espaces nationaux qu'il nous semble (probablement à juste titre) impossible ou tellement improbable de réfléchir et de mettre en œuvre des processus et des procédés d'accumulation d'expériences dans l'espace du monde. Il existe dans tous les continents un très grand nombre de pratiques alternatives, de réflexions critiques, d'échanges locaux ou régionaux, de savoirs scientifiques, d'expertises pratiques, de sites Internet où circulent des informations précieuses.

Dans la perspective d'une sorte d'accumulation primitive des luttes sociales et de la connaissance scientifique critique, il faudrait pas seulement connecter des réseaux, mais aussi et surtout une politique systématique de généralisation et de regroupements de tous ces lieux de résistance et de créativité politique et intellectuelle qui restent quand même très disparates et très dispersés. La question que l'on peut se poser est de savoir si ces mouvements sociaux internationaux peuvent produire des effets politiques bénéfiques, immédiats ou différés, au sein des espaces nationaux ; par exemple, dans le domaine de la santé, de l'éducation, d'une autre pratique de redistribution des richesses, d'une démocratisation des institutions, d'un soutien plus efficace à tous les « sans », etc. Je pense qu'on peut s'appuyer sur des institutions, plus encore qu'il est même nécessaire de rechercher l'appui d'institutions nationales (l'Etat, pour ne citer que le plus puissant)

pour mieux déployer et renforcer l'efficacité symbolique et politique des mouvements sociaux sans jamais perdre de vue qu'il est tout aussi nécessaire de transformer ces mêmes institutions nationales. Dans cet effort collectif, on imagine aisément toute l'importance que revêt un travail commun et en commun entre les militants et les intellectuels ou les chercheurs. La concertation entre ces deux catégories ne doit pas trouver son expression la plus accomplie seulement contre les multinationales, les fermetures des frontières, l'OMC, le FMI, etc. Elle doit aussi devenir une force disponible au service des mouvements sociaux. C'est un impératif politique. »

---

## NOTES

1. Smaïn Laacher, « Après Sangatte... Nouvelles immigrations, Nouveaux enjeux », La Dispute, 2002. Cet ouvrage est une version modifiée et développée de l'étude réalisée pour le Centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire de Sangatte et la Croix rouge française. Smaïn Laacher et Laurette Mokrani, Des étrangers en situation de « transit » au Centre d'Hébergement et d'Accueil d'Urgence Humanitaire de Sangatte. Juin 2002. Smaïn LAACHER est sociologue, chercheur au Centre d'études des mouvements sociaux aux Hautes études en sciences sociales (HESS) et professeur à l'Institut d'administration des entreprises (IAE).
  2. Smaïn Laacher, Situation régulière, co-édition Le Centre d'étude pour l'emploi-L'Harmattan, Paris, 2002 (avec la collaboration de François Brun).
  3. Un documentaire « Sangatte, station balnéaire » vient d'être réalisé à l'intérieur du camp. Pour entrer en contact avec les réalisateurs de ce non-lieu pour des gens de non-droit », vous pouvez nous laisser un message que nous leur communiquerons.
- 

## RÉSUMÉS

Sangatte est revenu au coeur de l'actualité. Il y a quelques mois, Smaïn Laacher et Laurette Mokrani remettaient le résultat d'une étude qu'ils avaient réalisé pour le Centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire de Sangatte et la Croix rouge française. Au mois d'octobre 2002, ce rapport, complété et enrichi, était publié par la maison d'édition La Dispute.

## INDEX

**Mots-clés :** étrangers, mobilité

**Index géographique :** Sangatte